La sphère d'influence des groupes de sociétés et les principes directeurs des Nations Unies

Responsabilité sociale des entreprises (ONU)

Sandra Cossart et Raphaël Lapin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2106>

DOI : 10.4000/revdh.2106

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Sandra Cossart et Raphaël Lapin, « La sphère d'influence des groupes de sociétés et les principes directeurs des Nations Unies », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 15 juin 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2106> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.2106>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Tous droits réservés

La sphère d'influence des groupes de sociétés et les principes directeurs des Nations Unies

Responsabilité sociale des entreprises (ONU)

Sandra Cossart et Raphaël Lapin

« Nous soutenons fermement les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et nous félicitons les efforts déployés pour définir des plans d'action nationaux substantiels »
Déclaration des Chef d'Etat et de Gouvernement,
Sommet du G7, les 7- 8 juin 2015 au Château d'Elmau en Allemagne

- 1 Les crimes économiques survenus au cours de ces dernières décennies, tels que le drame du Bophal ou plus récemment l'effondrement du Rana Plaza ont forcé le débat politique¹ à s'intéresser à la responsabilité des entreprises. En effet, les évolutions connues par l'entreprise au cours des années 1990 « ont avivé la conscience sociale de l'impact des entreprises sur les droits de l'homme et ont également attiré l'attention des Nations Unies »².
- 2 Les Principes directeurs des Nations Unies illustrent cette mobilisation politique qui existe au niveau international pour tenter de prévenir et limiter les atteintes aux droits de l'homme du fait des activités des entreprises.
- 3 Ces Principes directeurs sont une norme qui fixe les pratiques attendues des entreprises par tous les États, en ce qui concerne les incidences de leurs activités, celles de leurs filiales et partenaires commerciaux, en France comme à l'étranger, sur les droits de l'homme³. Les principes directeurs établissent donc la norme de comportement des entreprises dans une sphère d'influence donnée.
- 4 Cette sphère d'influence des entreprises est d'ailleurs définie par la Norme ISO 26000 comme : « l'étendue/ampleur des relations politiques, contractuelles économiques, ou

autres à travers lesquelles une entreprise a la capacité d'influer sur les décisions ou les activités de personnes ou d'autres organisations⁴ ». C'est au sein de cette sphère que les Principes directeurs des Nations Unies imposent de prévenir, de réparer les atteintes aux droits de l'homme et de protéger ces droits.

- 5 Toutefois, les Principes directeurs des Nations Unies ne mentionnent pas expressément la notion de sphère d'influence comme champ d'application des diligences raisonnables qu'ils préconisent. D'ailleurs, la loi du 24 mars 2016 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre – qui est l'expression en droit positif des normes souples de responsabilité sociétale des entreprises – ne mentionne pas non plus la notion de sphère d'influence pour définir l'étendue de ce devoir de vigilance. Cette loi se contente de renvoyer aux notions de relations commerciales établies contenue à l'article L. 442-6 du code de commerce et de sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce. Pourtant les dispositifs prévus par le droit positif actuels sont inefficaces à l'appréhension du caractère transnational et protéiforme des activités économiques de l'entreprise. Les lacunes laissées dans le droit positif ne permettent plus à celui-ci de répondre aux problématiques posées par la pratique de l'économie.
- 6 Pourtant, la sphère d'influence apparaît comme un nouveau standard au service des juristes. Cette notion dépasse à la fois les clivages classiques et les obstacles juridiques qui garantissent jusqu'à aujourd'hui l'impunité des sociétés mères lorsqu'une atteinte aux droits de l'homme survient dans leur sphère d'influence. Elle permet également de relever les défis posés par les catastrophes économiques impactant les droits de l'homme. Ces catastrophes provoquées par les activités directes ou indirectes des entreprises appellent à définir de nouveaux standards dépassant les limites traditionnelles de la responsabilité pour fait causal d'une personne juridique et à analyser avant tout l'étendue de l'activité.
- 7 En effet, la détermination du champ d'application des diligences raisonnables doit pouvoir répondre aux questions de savoir jusqu'où s'étend l'activité de l'entreprise et qui y trouve un intérêt. Alors, il sera possible d'identifier plus aisément jusqu'où et à l'égard de qui, l'entreprise doit prévenir la survenance d'une atteinte aux droits de l'homme ou à l'environnement⁵ dans sa sphère d'influence.
- 8 La notion de sphère d'influence répond de cette nouvelle méthode. Elle se fonde sur un critère objectif, la capacité d'influence. Ce critère retenu permet d'identifier l'appartenance d'une entité à la sphère d'influence d'une entreprise au-delà des frontières traditionnelles du groupe de société. Cette capacité d'influence d'une entreprise sur ses parties prenantes est tirée du fait de l'implication ou de l'intérêt de celles-ci dans l'activité de production de valeur de l'entreprise. Dès lors, l'étendue de l'activité détermine le champ d'application du devoir de vigilance de l'entreprise en vue de lutter contre les atteintes aux droits de l'homme et ce champ d'application est la sphère d'influence.
- 9 La reconnaissance juridique d'une telle notion permettrait à la France de réaliser les trois piliers sur lesquels les principes directeurs des Nations Unies sont fondés, à savoir :
 - 10 - L'obligation de l'Etat de protéger les droits de l'homme ;
 - 11 - La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme ;
 - 12 - Le droit des victimes à un recours effectif⁶.
- 13 L'analyse des Principes directeurs permet d'envisager la sphère d'influence des groupes de sociétés comme un moyen pour l'Etat de répondre à son obligation de protection des

droits de l'homme et de garantir le droit des victimes à un recours effectif afin de réaliser les premier et troisième piliers desdits Principes (1°). Cet outil juridique renferme également une technique d'imputation de responsabilité aux entreprises, permettant ainsi, la réalisation du second pilier (2°).

1°/- La reconnaissance de la sphère d'influence et la protection des droits de l'homme

- 14 La reconnaissance juridique de la sphère d'influence est un moyen pour l'Etat de protéger les droits de l'homme (A) et de garantir le droit des victimes à un recours effectif (B)..

A - L'obligation de l'Etat de protéger les droits de l'homme renforcée par la reconnaissance de la sphère d'influence

- 15 L'Etat prend une part plus ou moins active dans l'organisation des échanges, soit en qualité de régulateur de l'activité économique, soit en qualité d'opérateur économique au même titre que l'entreprise⁷ privée.
- 16 Or, c'est principalement le rôle de régulation de l'Etat qui est convoqué par la protection des droits de l'homme. En effet, les Principes directeurs reposent dans un premier temps sur l'obligation de l'Etat de protéger les droits de l'homme qui comprend, entre autre, l'adoption « d'une obligation légale (et donc contraignante) de diligence raisonnable⁸ (due diligence) en matière de droits de l'homme aux entreprises pour leurs activités et celles de leurs filiales et partenaires commerciaux, en France comme à l'étranger »⁹. Cette obligation légale consiste donc en l'accomplissement par l'entreprise de toutes « mesures de prudence, d'action, d'assiduité »¹⁰ dans sa sphère d'influence en tant que portée ou ampleur des relations de l'entreprise.
- 17 La notion de sphère d'influence désigne un ensemble de divers acteurs qui constituent le champ d'application d'une obligation de vigilance¹¹. L'entreprise doit s'efforcer d'avoir une influence positive et s'abstenir de toute influence négative en matière de droits de l'homme sur l'ensemble des personnes et entreprises qui se situent dans ce champ d'application. La protection des droits de l'homme implique donc qu'en cas d'influence négative, l'entreprise devrait mettre un terme à une relation commerciale non cruciale¹² dans sa sphère d'influence.
- 18 Par ailleurs, la lecture même desdits Principes induit la reconnaissance de la notion de sphère d'influence. Ainsi, le troisième Principe directeur énonce qu'afin de satisfaire à leur obligation de protéger les droits de l'homme, les fonctions réglementaires et politiques générales de l'Etat devront être mise en œuvre par « un assortiment judicieux de mesures – nationales et internationales, contraignantes et volontaires – pour favoriser le respect des droits de l'homme par l'entreprise ». Ainsi l'Etat doit appliquer des lois tendant à exiger des entreprises qu'elles respectent les droits de l'homme. Il doit également faire en sorte que les lois et politiques qui régissent la création et l'exploitation courante des entreprises n'entravent pas mais favorisent le respect des droits de l'homme.
- 19 De plus, dans le cadre de cette obligation, l'Etat doit fournir des orientations effectives aux entreprises sur la manière de respecter les droits de l'homme dans toutes leurs

activités et encourager les entreprises à faire connaître la façon dont elles gèrent les incidences de leurs activités sur les droits de l'homme dans leur sphère d'influence.

- 20 Ainsi, dans le cadre de l'obligation de protéger les droits de l'homme incombant à l'Etat, les Principes directeurs sont un instrument qui doit être interprété davantage à la lumière du standard juridique qu'est la sphère d'influence des groupes de sociétés¹³.
- 21 Cette proposition va dans le sens d'une « application plus systématique et plus globale des normes existantes »¹⁴ en matière de RSE telle que voulue par la CNDH. C'est dans cette perspective que la sphère d'influence permettant de réaliser le troisième pilier des principes directeurs devrait être introduite dans le droit positif.
- 22 De plus, ce standard semble faire une synthèse parfaite des réponses à apporter aux problématiques posées par la RSE et plus encore à celles posées par la mise en œuvre des dits Principes. A ce titre, la sphère d'influence des groupes de sociétés est un outil de technique juridique garantissant un droit des victimes à un recours effectif.

B - La reconnaissance de la sphère d'influence et le recours effectif des victimes

- 23 Le troisième pilier des Principes directeurs fonde le droit des victimes à un recours effectif en cas d'atteinte aux droits de l'homme.
- 24 Pourtant, dans le système juridique français, différents obstacles tant de droit substantiel que de droit processuel empêchent encore le droit au recours effectif des victimes d'atteintes aux droits de l'homme.
- 25 Le principe d'autonomie juridique des personnes morales et le principe d'effet relatif des conventions sont autant d'obstacles de droit substantiel à une réparation judiciaire des atteintes causées aux droits de l'homme à l'occasion de l'activité des grandes multinationales.
- 26 A ces obstacles, s'ajoutent des problématiques procédurales qui empêchent les victimes d'un dommage survenu à l'étranger, du fait d'une filiale de nationalité étrangère d'obtenir réparation devant le juge français. Il s'agit notamment des questions de compétence internationale directe des juridictions françaises ainsi que des questions d'applicabilité de la loi française au litige.
- 27 La CNDH recommande d'encourager la responsabilité vers la société-mère ou donneuse d'ordre, notamment lorsque la société liée n'est pas en mesure d'assumer ses responsabilités. Elle indique que différents outils juridiques peuvent être envisagés pour permettre cette indispensable responsabilisation.
- 28 La sphère d'influence des groupes de sociétés constitue une solution juridique unique qui dépasse les obstacles évoqués ci-dessus.
- 29 Pour ce faire, la matière des droits de l'homme doit introduire une exception au principe d'autonomie juridique des personnes morales par un dispositif alliant responsabilité de la société mère pour violation de ses propres obligations légales et responsabilité de celle-ci du fait d'autrui¹⁵.
- 30 L'adoption d'un dispositif fondé sur la sphère d'influence des groupes de sociétés répond également à l'obstacle tiré du droit des contrats. En effet, l'effet relatif des conventions ne devrait pas être un obstacle à la réparation d'une faute civile survenue à l'occasion de l'activité dirigée par la société mère dans le cadre de la sphère d'influence du groupe.

- 31 Au stade de la réparation, dès lors que l'incidence négative est survenue dans la sphère d'influence du groupe de sociétés, la société mère devrait pouvoir être responsable¹⁶. Par conséquent, les problématiques de compétences législative et juridictionnelle peuvent également être traitées et résolues dans le cadre d'un dispositif fondé sur la sphère d'influence des groupes de sociétés.
- 32 Dans ce contexte, le critère déterminant de la responsabilité de la société mère française est celui de la participation par une entité à son activité économique.
- 33 Ainsi, le troisième pilier consistant à garantir à des victimes, souvent étrangères, un droit à un recours effectif est également réalisé. En effet, les victimes de dommages survenus dans la sphère d'influence d'un groupe de sociétés pourront rechercher la responsabilité de la société mère du groupe et ainsi obtenir d'une personne solvable et responsable la réparation du préjudice subi.
- 34 Par voie de conséquence, l'Etat répond également au premier pilier et donc à son obligation de protection des droits de l'homme. De plus, en permettant la réparation d'atteintes aux droits de l'homme par un dispositif législatif organisé autour de la notion de sphère d'influence des groupes de sociétés, l'Etat institue une responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme.

2°/- Le respect par les groupes transnationaux des droits de l'homme dans leur sphère d'influence

- 35 La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme dans leur sphère d'influence (A) apparaît à la lecture des Principes directeurs des Nations Unies. Une nouvelle lecture de ces Principes directeurs à l'aune de la notion de sphère d'influence aide à définir les contours de cette nouvelle notion (B).

A - La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme dans la sphère d'influence

- 36 Le concept de sphère d'influence « est adapté à une approche proactive du respect des droits de l'homme car il invite les entreprises à jouer un rôle positif », et de nombreux Principes énoncés par les Nations Unies à destination des entreprises s'inscrivent dans cette approche proactive.
- 37 Ainsi, le 11e Principe directeur dispose : « Les entreprises devraient respecter les droits de l'homme. Cela signifie qu'elles devraient éviter de porter atteinte aux droits de l'homme d'autrui et remédier aux incidences négatives sur les droits de l'homme dans lesquelles elles ont une part ».
- 38 De sorte que les entreprises doivent d'une part, user de leur influence pour prévenir les atteintes aux droits de l'homme ; d'autre part, les entreprises doivent réparer les incidences négatives effectivement survenues conformément au 13e Principe directeur.
- 39 Afin de s'acquitter de cette responsabilité, les entreprises doivent adopter des politiques et des procédures en rapport avec leur taille et leurs particularités . En ce compris, une procédure de diligence raisonnable en matière de droit de l'homme afin d'identifier leurs incidences sur les droits de l'homme conformément au Principe n° 15.

- 40 L'identification des risques d'incidences ou d'incidences effectives, passe par la cartographie des relations politiques, contractuelles et économiques de chacune des sociétés du groupe. Ce n'est qu'à cette condition qu'une démarche RSE est possible. La société mère doit donc dessiner d'une part les contours du groupe dont elle est à la tête et s'inscrire au centre de sa sphère d'influence.
- 41 A cette fin, en fonction des garanties assurées dans le cadre d'un devoir de vigilance, un audit strictement encadré pourrait être réalisé au sein du groupe, tenant compte de l'ensemble des relations politiques, contractuelles et économiques entretenues par les sociétés composant le groupe dans le cadre de l'activité de celui-ci.
- 42 Ainsi, la société mère pourra d'une part, évaluer les risques relatifs aux droits de l'homme et d'autre part, connaître le champ d'application des diligences raisonnables dont elle a la responsabilité en matière de droits de l'homme. A défaut, la société mère devra réparer les dommages survenus à l'occasion de son activité.
- 43 Cette lecture renouvelée des Principes directeurs des Nations Unies peut également aider à préciser les contours de la notion de sphère d'influence.

B - Les contours de la notion de sphère d'influence révélés par les Principes directeurs des Nations Unies

- 44 Les Principes directeurs révèlent l'existence d'une sphère dans laquelle le groupe de sociétés est susceptible d'exercer une influence à travers des liens politiques, contractuels, économiques ou autres avec d'autres personnes dites parties prenantes à l'activité de création de valeur.
- 45 Celle-ci apparaît également à l'analyse du cadre de référence posé par le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies (RSSGNU). Ce cadre de référence, « protéger, respecter et réparer », place l'entreprise au centre d'un système interdépendant et dynamique constitué des collectivités publiques (en tête desquelles figure l'Etat) et l'Homme¹⁷. Les liens ainsi fait entre le pouvoir politique, la puissance économique des entreprises et la protection des droits de l'homme démontrent bien que l'entreprise évolue au sein d'une sphère où sont exercées différentes influences.
- 46 Le critère déterminant de l'appartenance ou non à la sphère d'influence d'un groupe de sociétés apparaît ici clairement. Il s'agit de la participation à l'activité de création de valeur de ce groupe¹⁸.
- 47 En effet, la sphère d'influence est envisagée comme une technique d'imputation d'obligations permettant d'une part, de contourner le principe d'autonomie juridique des personnes morales en droit des sociétés et d'autre part, de contourner le principe d'autonomie de la volonté et d'effet relatif des conventions en matière contractuelle.
- 48 Cette analyse est confirmée par la lecture des principes directeurs 17 à 22, qui déterminent la portée et le champ d'application des diligences raisonnables que l'entreprise doit accomplir en vue d'identifier, de prévenir et d'atténuer les effets de ses incidences négatives.
- 49 D'ailleurs, dans son analyse du 19^e Principe directeur, le guide interprétatif fonde l'action de l'entreprise sur la notion d'« influence ». Ainsi, l'influence peut refléter différents facteurs et déterminer la réaction de l'entreprise en cas d'incidence négative¹⁹. A ce propos, le Guide interprétatif élaboré en 2012 exploite entièrement la notion d'influence.

Ainsi, il est précisé que les entreprises « peuvent influencer sur la jouissance des droits de l'homme, de façon positive ou négative. Les entreprises peuvent influencer sur les droits de l'homme de leurs employés, de leurs clients, des travailleurs de leurs chaînes logistiques ou des collectivités qui gravitent autour de leurs activités »²⁰.

- 50 Les parties prenantes de l'entreprise ainsi mentionnées appartiennent à la sphère d'influence des groupes de sociétés et à ce titre « gravitent » autour des activités de l'entreprise.
- 51 L'outil standardisé de « sphère d'influence » apparaît donc clairement à la lecture des Principes directeurs comme le parfait outil d'imputation de responsabilité qu'il importe désormais de reconnaître dans le droit positif des activités économiques.
- 52 Toutefois, afin de prévenir et de sanctionner efficacement les incidences négatives causées aux droits de l'homme par l'activité du groupe au sein de sa sphère d'influence, l'Etat a l'obligation d'adopter un dispositif contraignant de responsabilisation des entreprises fondé sur ce standard de la sphère d'influence.
- 53 D'ailleurs, afin de mettre en œuvre les Principes directeurs des Nations Unies, la Commission européenne²¹ a invité les Etats membres à soumettre un plan national d'action (PNA)²² en vue de l'application des principes directeurs des Nations Unies. Le plan national d'action français²³ est en phase de finalisation.
- 54 L'absence de mesures concrètes reste la critique principale des plans nationaux d'action déjà publiés. La reconnaissance par le PNA français de la notion de sphère d'influence des groupes de sociétés permettrait de réaliser à la fois les trois piliers sur lesquels reposent les Principes directeurs des Nations Unies et de préciser les contours d'une notion qui devra être reconnue en droit positif.
- 55 A l'aune de cette nouvelle lecture des principes directeurs des Nations Unies, éclairée par la notion de sphère d'influence des groupes de sociétés, d'autres instruments préconisant une démarche RSE pourront être également réinterprétés

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner et se désabonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Ch. HANNOUN, Propositions pour un devoir de vigilance des sociétés mères, Les mélanges Michel Germain ; LGDJ, 2015, p. 381, §.1.

2. Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John RUGGIE. Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence

« protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. Distr. Générale, 21 mars 2011, Français, Original : anglais., p. 1 ; §1.

3. La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme, Guide interprétatif, Haut commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies, New-York et Genève, 2012.

4. Il faudrait se fonder sur cette première définition pour rédiger une définition viable en droit positif français. A ce titre, la sphère d'influence des groupes de sociétés correspond au champ d'application des obligations mises à la charge de la société mère dans le cadre des impacts de ses activités sur le plan sociétal et environnemental.

5. Cette remarque fait nécessairement penser aux diligences raisonnables mises à la charge des entreprises par les Principes directeurs des Nations Unies ou au devoir de vigilance de la proposition de loi enregistrée à la Présidence de l'Assemblée Nationale le 06 novembre 2013 ou encore à la Norme ISO26000. La notion de sphère d'influence serait donc l'assiette des diligences raisonnables.

6. CNCDH, Avis sur les enjeux de l'application par la France des principes directeurs des Nations unies, 24 octobre 2013.

7. À ce titre, il est intéressant de remarquer qu'en fonction de la situation, tantôt il s'agira d'aborder la sphère d'influence de l'Etat, tantôt il s'agira d'observer l'État dans la sphère d'influence de l'entreprise.

8. La diligence raisonnable peut être définie de la manière suivante : « une mesure de prudence, d'action, d'assiduité, qui est attendue à juste titre, de la part d'une personne prudente et raisonnable dans les circonstances particulières et qui est généralement appliquée par elle ; qui n'est pas évaluée par une quelconque norme absolue, mais qui dépend de faits relatifs au cas précis » (Dictionnaire Black's Law, 6^e Édition St. Paul, Minnesota, West, 1990). Dans le cadre des principes directeurs, le Guide interprétatif explique que la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme comprend une procédure de gestion continue, qu'une entreprise raisonnable et prudente se doit de réaliser à la lumière des circonstances pour accomplir sa responsabilité en matière de respect des droits de l'homme.

9. CNCDH, Avis sur les enjeux de l'application par la France des principes directeurs des Nations unies, 24 octobre 2013.

10. Définition de la diligence raisonnable in le Dictionnaire Black's Law, 6^e Édition St. Paul, Minnesota, West, 1990.

11. Le devoir de vigilance est défini par la norme ISO 26000 comme une : « démarche globale, proactive d'identification, visant à éviter et atténuer les impacts négatifs sociaux, environnementaux et économiques réels, qui résultent des décisions et activités d'une organisation sur tout le cycle de vie d'un de ses projets ou activités ». Le devoir de vigilance est une notion bien distincte de celle de diligence raisonnable. Il consiste en effet en une norme générale de comportement et non pas en une liste de mesures comme c'est le cas pour la diligence raisonnable et qui doit avoir toute sa place en droit positif. D'ailleurs, le devoir de vigilance est au cœur de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre adoptée en première lecture à l'Assemblée Nationale le 24 mars 2016.

12. La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme, Guide interprétatif, Haut commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies, New-York et Genève, 2012, p. 56.

13. Il reste à établir une définition juridique précise de la notion de sphère d'influence des groupes de sociétés afin d'en tirer la meilleure substance juridique.

14. CNCDH, Avis sur les enjeux de l'application par la France des principes directeurs des Nations unies, 24 octobre 2013.

15. CNCDH, Avis sur les enjeux de l'application par la France des principes directeurs des Nations unies, 24 octobre 2013, p. 20.

16. Bien naturellement, le dispositif n'est pas aussi catégorique et doit ménager toute la souplesse permise par la notion de sphère d'influence.

17. A ce titre, dans le triptyque, Etat, Entreprise, Homme, l'Homme représente l'unité à protéger et à respecter. A défaut d'une protection efficace ou d'un respect effectif des droits de l'Homme, il faut le rétablir dans ses droits et par conséquent réparer les atteintes.

18. Le 14^e Principe directeur confirme cette lecture. Il impute aux entreprises la responsabilité de respecter les droits de l'homme indépendamment de leur régime de propriété, de leur cadre de fonctionnement et de leur structure. Toutefois, ces éléments doivent déterminer l'ampleur des procédures et des politiques de l'entreprise en matière de respect des droits l'homme comme l'indique le 15^e Principe directeur.

D'une part, la sphère d'influence peut être vue comme un vecteur de responsabilité du fait d'incidences négatives survenues à l'occasion de l'activité du groupe de sociétés. D'autre part, la sphère d'influence est un outil technique de prévention. En effet, qu'importe la taille de cette sphère d'influence, le groupe de sociétés doit mettre en œuvre toute l'influence qui est à sa disposition afin de faire respecter les droits de l'homme et de prévenir toute atteinte à ces derniers. Toutefois les moyens dont il se dote doivent être fonction de l'ampleur de sa sphère d'activité et des particularités de celle-ci.

19. La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme, Guide interprétatif, Haut commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies, New-York et Genève, 2012, p. 54 et p. 55.

20. La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme, Guide interprétatif, Haut commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies, New-York et Genève, 2012.

21. Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Responsabilité sociale des entreprises : une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, Bruxelles, le 25 octobre 2011, COM (2011- 681).

22. Les Etats devaient également établir un plan national d'action sur la RSE. Toutefois, ces deux plans peuvent être fusionnés en un seul à la décision des Etats. D'ailleurs, bien que la Commission européenne fasse elle-même la différence entre la RSE et les droits de l'homme, elle affirme que « la RSE couvre au moins les droits de l'homme, les pratiques en matière de travail et d'emploi, les questions environnementales et la lutte contre la fraude et la corruption ».

23. Le 24 octobre 2013, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme rendait un avis en vue de la préparation du plan d'action français de mise en application des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme (CNCDH, Avis sur les enjeux de l'application par la France des principes directeurs des Nations unies, 24 octobre 2013).

RÉSUMÉS

Les catastrophes économiques provoquées par les activités directes ou indirectes des entreprises et qui impactent les droits de l'homme, appellent à définir de nouveaux standards dépassant les limites traditionnelles de la responsabilité pour fait causal d'une personne juridique. La sphère d'influence apparaît comme ce nouveau standard au service des juristes. Cette notion dépasse à la fois les clivages

classiques et les obstacles juridiques qui garantissent jusqu'à aujourd'hui l'impunité des sociétés mères lorsqu'une atteinte aux droits de l'homme survient dans leur sphère d'influence. La reconnaissance juridique de cette notion permettrait à la France de respecter les engagements pris en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le cadre des principes directeurs de l'ONU.

AUTEURS

SANDRA COSSART

Responsable du programme Globalisation et Droits Humains au sein de Sherpa

RAPHAËL LAPIN

Doctorant en droit sur les sphères d'influence des groupes de sociétés à l'université de Cergy-Pontoise